

## **REGLEMENT INTERIEUR DU COMITÉ ET DU BUREAU SYNDICAL**

arrêté par délibération n°2 du Comité syndical du 24 février 2020

### **CHAPITRE PREMIER : TRAVAUX PREPARATOIRES**

#### Article 1<sup>er</sup> – Périodicité des séances

Le Comité se réunit au moins ordinairement quatre fois par an. Le bureau se réunira autant que de besoin. Le président peut réunir le Comité syndical ou le Bureau chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de convoquer le Comité dans un délai maximum de trente jours quand la demande motivée lui en est faite, soit par le représentant de l'Etat dans le département, soit par le tiers au moins des membres du Comité en exercice.

#### Article 2 – Convocations

Le président convoque l'assemblée par écrit cinq jours francs avant la séance prévue.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé sans pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cas, l'assemblée se prononce sur l'urgence dès l'ouverture de la séance.

La convocation est adressée aux membres titulaires du Comité, par écrit, à leur domicile ou toute autre adresse expressément choisie. Elle comprend obligatoirement l'ordre du jour mentionnant l'ensemble des affaires devant être soumises à l'examen de l'assemblée. Pour chaque affaire soumise à délibération, une note explicative de synthèse est adressée aux délégués avec la convocation.

Si la délibération concerne un contrat de service public ou de marché public, le projet de contrat ou de marché, accompagné de l'ensemble des pièces, peut être consulté au siège administratif du Syndicat par tout délégué en exercice.

#### Article 3 – Ordre du jour

L'ordre du jour est établi par le président. Il est communiqué aux délégués avec la convocation.

#### Article 4 – Accès aux dossiers

Durant les 5 jours précédant la séance et le jour de la séance, les délégués peuvent consulter les dossiers au siège du Syndicat aux heures ouvrables.

Les délégués qui voudront consulter les mêmes dossiers, en dehors des heures ouvrables, devront adresser au Président une demande écrite.

Dans tous les cas, ces dossiers sont tenus, en séance, à la disposition des membres de l'assemblée.

### **CHAPITRE DEUXIEME : TENUE DES SEANCES**

#### Article 5 – Lieu des séances

Les séances ont lieu au siège administratif du Syndicat, ou à défaut dans un lieu choisi dans l'une des communes membres.

#### Article 6 – Quorum

Le Comité, ou le Bureau ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

A défaut, quand après une première convocation régulièrement faite, ladite assemblée ne s'est pas réunie en nombre suffisant, la délibération prise après une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle, est valable quel que soit le nombre de membres présents.

#### Article 7 – Empêchement

En cas d'empêchement, un délégué titulaire peut se faire remplacer au Comité par un suppléant désigné par sa collectivité sans qu'il soit nécessaire qu'il lui donne procuration.

Le délégué titulaire absent a aussi la faculté de donner pouvoir écrit de voter en son nom à un autre délégué de son choix. Celui-ci ne peut être porteur de plus d'un mandat.

Un membre du Bureau absent a la faculté de donner pouvoir écrit de voter en son nom à un autre membre du Bureau. Celui-ci ne peut être porteur de plus d'un mandat.

#### Article 8 – Président et police de l'assemblée

Le président, ou à défaut celui qui le remplace, préside le Comité et le Bureau.

Il dirige les débats, ouvre et lève les séances, et maintient l'ordre dans l'assemblée.

Dans les séances au cours desquelles est débattu le compte administratif, le Comité syndical élit un président de séance. Le président du syndicat, peut, même n'étant plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Comité et le Bureau désignent pour chacune de leurs séances, un secrétaire choisi parmi leurs membres, auquel peuvent leur être adjoint un ou plusieurs auxiliaires pris en dehors de l'assemblée, sans participer aux délibérations.

## **CHAPITRE TROISIÈME : DEBATS ET VOTES**

### Article 9 – Examen des affaires

Les affaires sont soumises à l'examen de l'assemblée en suivant l'ordre du jour. Seules les questions mentionnées à l'ordre du jour peuvent être débattues, sauf cas d'urgence qui nécessite une délibération immédiate. Dans ce dernier cas, l'assemblée autorise l'examen de l'affaire en cause sur proposition du président.

### Article 10 – Le débat d'orientation budgétaire

Dans un délai de deux mois avant le vote du budget primitif, est organisé un débat sur les orientations générales de ce budget.

### Article 11 – Prise de parole

Tout délégué désireux de prendre la parole doit la demander au président. La parole est donnée dans l'ordre du jour des demandes.

Sur proposition du président, l'assemblée peut décider, sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour, de fixer une durée limite pour sa discussion. Dans ce cas, la prise de parole est limitée à une fraction proportionnelle au nombre de délégués ayant manifesté leur souhait d'intervenir.

Le président décide seul si les agents du Syndicat, présents en séance, peuvent être entendus.

Lorsque la parole n'est plus demandée ou lorsque la durée limite fixée pour la discussion est expirée, le président déclare la discussion close.

Tout membre de l'assemblée peut demander une suspension de séance. Le président la soumet au vote. Toute demande de suspension de séance, sollicitée par le tiers au moins des délégués présents, est accordée de plein droit.

### Article 12 – Votes

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le vote a lieu à main levée. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou s'il s'agit de procéder à une désignation. Dans ce dernier cas, après deux tours de scrutin, si aucun des candidats n'a atteint la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Pour les opérations électorales de début de mandat, il sera procédé aux votes au moyen de boîtiers électroniques permettant d'assurer le secret du vote, la sincérité des opérations électorales, la surveillance du scrutin et la possibilité du contrôle par le juge .

### Article 13 – Motions et vœux

Le Comité ou le Bureau peuvent émettre des vœux ou motions adressés au représentant de l'Etat dans le département. Ceux-ci sont limités à l'objet syndical.

### Article 14 – Questions orales

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour, les délégués peuvent poser toutes questions ayant trait aux affaires du syndicat.

Le président y répond sur le champ, sauf s'il s'avère nécessaire de procéder à une recherche ou à une étude particulière. Dans ce cas, il y est répondu à la réunion suivante.

## **CHAPITRE QUATRIÈME : DISPOSITIONS DIVERSES**

### Article 15 – Compte rendu des délibérations

Le compte rendu des séances du Comité et du Bureau retrace sous une forme synthétique les délibérations prises. Il est communiqué via internet aux membres du Comité. Il est tenu à la disposition du public.

Il en est de même pour les séances du Bureau.

Les délibérations à caractère réglementaire, celles approuvant le contrat de concession sont publiées au recueil des actes administratifs avec une périodicité au moins semestrielle. Le budget et les comptes du Syndicat sont mis à la disposition du public au siège de l'établissement. Copie en est adressée chaque année aux collectivités adhérentes.

### Article 16 – Modification du règlement

Le présent règlement entrera en vigueur dès que la délibération décidant son adoption sera devenue exécutoire.

Une révision, ou des modifications pourront intervenir, soit sur proposition du président, ou d'un tiers des membres en exercice du Comité syndical, soit par suite de la publication de dispositions législatives ou réglementaires nouvelles, qui seraient contraires à certaines clauses du présent règlement.

\*\*\*\*\*